

Subject File

Civilian Operations - 2

01/01/1000 - 01/01/1000

PLEASE RETAIN  
ORIGINAL ORDER

UNARCHIVES

SERIES	<u>S-0729</u>
BOX	<u>1</u>
FILE	<u>18</u>
ACC.	<u>DA 3/11/01</u>



Bureau du Chef des Opérations  
civiles de l'ONUC

Commission des fonds de  
contrepartie du Titre I

Doc. 2 des Op. civ.

## PROGRAMME DE TRAVAUX PUBLICS

### TITRE I DE LA LP 480

Il est proposé d'adopter la procédure suivante pour approuver les programmes et projets :

1. La Commission de l'utilisation des fonds de contrepartie du Titre I étudie et approuve des projets faisant partie de programmes d'ensemble ou des projets particuliers de nature à favoriser un développement économique équilibré moyennant la dépense des crédits accumulés comme fonds de contrepartie du Titre I, dans les limites fixées par les accords relatifs aux ventes de produits agricoles en excédent conclus entre le Gouvernement des Etats-Unis et le Gouvernement de la République du Congo, et des crédits dont on prévoit l'accumulation dans les mêmes conditions, en laissant une marge pour les dépenses imprévues.

2. La Commission approuve les projets après avoir examiné les études relatives aux conditions de réalisation de ces projets, qui contiennent les renseignements suivants :

- a) justification économique ;
- b) analyse de la justesse de la conception et de la technique ;
- c) évaluation suffisamment ferme du coût de l'exécution ;
- d) prévisions suffisamment fermes en ce qui concerne les dates du début et de la fin des travaux.

(au sens de l'alinéa c) ci-dessus, l'évaluation suffisamment ferme du coût de l'exécution est fondée sur le prix courant des matériaux et des services contractuels, compte tenu de la situation géographique du chantier à ouvrir. Les "prévisions suffisamment fermes en ce qui concerne les dates du début et de la fin des travaux", au sens de l'alinéa d) ci-dessus, exigent la désignation précise d'une ou de plusieurs entreprises compétentes qui soient disponibles et disposées à entreprendre les travaux proposés.)

3. Dès qu'un projet est approuvé, les Etats-Unis transfèrent à l'ONU le montant en francs congolais prévu au budget dudit projet, si ce montant ne dépasse pas l'équivalent en Fr C. d'un million de dollars. A cette fin, l'USAID adresse au Bureau régional des finances des Etats-Unis, à Paris, une lettre demandant le transfert des crédits au compte des Nations Unies. Une copie de cette lettre est envoyée à l'ONU.



4. Au reçu de la lettre par laquelle les fonds nécessaires sont mis à sa disposition pour financer le projet, l'ONU conclut avec le ministère ou le service du gouvernement congolais chargé de l'exécution un accord relatif au projet. Cet accord contient une description du projet, indique la méthode convenue d'exécution du projet, énonce les clauses et conditions qui règlent le financement du projet par l'ONU, établit le budget du projet et précise les procédures permettant aux Nations Unies de s'assurer que la tenue des comptes et la préparation des rapports concernant le projet sont effectuées de la manière appropriée. L'accord est également signé au nom du Gouvernement congolais par le Directeur du Bureau de la coordination économique. Les États-Unis en prennent acte par la signature du Directeur de l'USAID, apposée dans la marge.

5. Dès que l'accord relatif au projet est établi en bonne et due forme, le service du Gouvernement congolais chargé de l'exécution est autorisé à engager les dépenses nécessaires pour l'exécution du projet et à établir les documents concernant les engagements.

Les avenants à l'accord relatif au projet, à l'exception de ceux qui n'en accroissent le budget que de 15 pour 100, doivent être soumis pour approbation à la Commission de l'utilisation des fonds de contrepartie du Titre I.

6. Un rapport trimestriel relatif à chaque projet est fourni à la Commission. Il comprend le procès-verbal d'inspections faites sur les lieux de l'exécution du projet. Les vérifications concernant l'utilisation finale des crédits et l'achèvement des travaux sont effectués par les services appropriés du Gouvernement congolais et de l'ONU, qui présentent à la Commission des rapports réguliers concernant les résultats des projets dont l'exécution est déjà entreprise. Les États-Unis aident, s'il y a lieu, à l'exécution de cette partie du programme de travaux publics.

Note : Une procédure spéciale sera appliquée dans le cas du programme de 936,7 millions de Fr .C. (soit 651,6 millions ayant fait l'objet de l'approbation finale et 285,1 millions sous réserve de justifications supplémentaires). Etant donné qu'il était urgent d'autoriser ce programme et de permettre aux services techniques intéressés de commencer leurs travaux sans retard, la Commission a approuvé ce programme lors de sa réunion du 25 mars 1963. Il n'était cependant pas possible, dans les délais dont on disposait, d'appliquer la procédure d'approbation des projets particuliers indiquée aux paragraphes 1 et 2 ci-dessus. Pour cette raison, les membres de la Commission réservent leur droit - ou celui de leurs représentants désignés - d'approuver les instruments particuliers par lesquels des dépenses seront engagées au titre des projets approuvés dans le cadre de ce programme.



Office of the Chief of  
Civilian Operations  
ONUC

Title I Counterpart Committee  
Document Civ.Ops. 2.

### PROJECT APPROVAL AND FUNDING PROCEDURES

The following procedure is proposed for approval of programmes and projects:

1. The Title I Counterpart Committee considers and approves projects contained in broad programmes, or individual projects, designed to promote balanced economic development for the expenditure of Title I Counterpart accumulations, within the limits of agreements entered into for surplus agricultural commodities sales between the United States Government and the Government of the Republic of the Congo, and projected accumulations of counterpart thereunder, leaving a margin for contingencies.

2. The Committee will approve projects, after consideration of a feasibility study which will encompass:

- (a) an economic justification;
- (b) an engineering and technical soundness analysis;
- (c) reasonably firm costing estimates, and
- (d) a reasonably firm indication of time of starting and completion.

(Under Item (c) above, a reasonably firm cost estimate will be interpreted to be an estimate based on current material and contract services prices taking into consideration the geographic

..... areas in



areas in which the project is to be executed. Under Item (d), a reasonably firm indication of starting time and completion date will involve the identification of a suitable firm or firms available and willing to undertake the work proposed.)

3. Upon approval of a project where the amount involved does not exceed the Congo franc equivalent of \$1 million, the U.S. will transfer to the U.N. the amount in Congo francs budgeted for the project. This transfer will be made by letter of USAID to the U.S. Regional Finance Office in Paris requesting funds to be transferred to the U.N. Account. A copy of this letter will be sent to the U.N.

4. Upon receipt of the letter placing it in funds to finance the project, the U.N. will enter into a Project Agreement with the executing Ministry or Agency of the Congo Government which will describe the project and contain the agreed method of execution of the project, the terms and conditions upon which the project will be financed by the U.N., the budget agreed upon for the project and the procedures by which the U.N. will be assured of proper accounting and reporting concerning the project. This Agreement will be signed also for the Congo Government by the Director of the Bureau of Economic Coordination. The United States shall note the Project Agreement by the signature of the Director of USAID in the margin.

5. Upon execution of the Project Agreement, the executing Agency of the Congo Government will be authorised to proceed with the obligation of the project and to prepare the obligating

.... documents.



documents.

Amendments to the Project Agreement, except amendments increasing the agreed budget by 15%, must be re-submitted to the Title I Counterpart Committee for approval.

6. The Committee will be furnished quarterly progress reports by individual project including the results of on-site inspections. End-use and project completion checks will be carried out by the appropriate services of the GOC and the U.N. with regular reports to the Committee on the results of the projects already undertaken. The U.S. will assist in this phase of the Public Works Programme as appropriate.

Note: For the 936.7 million CF programme (651.6 million CF definitively and 285.1 million CF subject further justification) a special procedure will be applied. Due to the urgency of approving this programme and permitting the appropriate technical services to move ahead without delay, this programme was approved by the Committee at its meeting on March 25th, 1963. However, the amount of time available did not allow for application of the procedure outlined in paragraphs one and two above for approval of specific projects. Therefore, for the projects approved under this programme the members of the Committee reserve the right for themselves (or their designated representatives) to approve the specific obligational instruments.